



Date de dépôt : 27 mai 2026

Rapport

**de la commission de l'environnement et de l'agriculture chargée
d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat sur la dissolution de la
Fondation pour les zones agricoles spéciales (FZAS)**

Rapport de François Erard (page 4)

Projet de loi (13681-A)

sur la dissolution de la Fondation pour les zones agricoles spéciales (FZAS)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 98, alinéa 1, de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 ;
vu l'article 6 de la loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017 ;
vu l'article 2, lettre k, de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985,
décrète ce qui suit :

Art. 1 Dissolution

La Fondation pour les zones agricoles spéciales (ci-après : la fondation) est dissoute.

Art. 2 Processus de liquidation

¹ La liquidation de la fondation est conduite par au moins 2 liquidateurs.

² Les liquidateurs sont nommés par le Conseil d'Etat, après consultation du conseil de fondation, pour la durée de liquidation de la fondation.

³ Dès leur nomination, les liquidateurs dressent un bilan initial de liquidation, terminent les affaires courantes, exécutent les engagements de la fondation, dans la mesure où les actifs le permettent, et vendent les immeubles propriété de la fondation.

⁴ Les liquidateurs peuvent être révoqués en tout temps par le Conseil d'Etat.

⁵ Tant que la radiation de la fondation n'a pas été enregistrée, les liquidateurs présentent les comptes annuels de l'exercice échu pour approbation au Conseil d'Etat.

⁶ L'excédent d'actif net de la fondation est remis intégralement à l'Etat de Genève, lequel l'affecte en totalité, augmenté du solde de sa dette foncière vis-à-vis de la fondation, au fonds de compensation agricole institué par l'article 33 de la loi sur la promotion de l'agriculture, du 21 octobre 2004.

⁷ Ces montants sont réattribués au financement de mesures conjoncturelles et d'urgence destinées à soutenir l'agriculture genevoise conformément à l'art. 33 de la loi sur la promotion de l'agriculture.

Art. 3 Aliénation des immeubles

En application de l'article 98, alinéa 1, de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, l'aliénation par les liquidateurs des bien-fonds agricoles appartenant à la fondation, à savoir les parcelles n^{os} 1583, 1670, 8435, 8581 et 8583 de la commune de Bernex, est autorisée.

Art. 4 Radiation

A l'issue de la liquidation, la fondation est radiée du registre du commerce sur requête des liquidateurs.

Art. 5 Clause abrogatoire

La loi concernant la constitution de la Fondation pour les zones agricoles spéciales, du 19 septembre 2008, est abrogée.

Art. 6 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Art. 7 Modification à d'autres lois

¹ La loi sur l'organisation des institutions de droit public, du 22 septembre 2017 (LOIDP – A 2 24), est modifiée comme suit :

Art. 3, al. 1, lettre u (abrogée, la lettre v ancienne devenant la lettre u)

* * *

² La loi sur la promotion de l'agriculture, du 21 octobre 2024 (LPromAgr – M 2 05), est modifiée comme suit :

Art. 33, al. 2, lettre d (nouvelle), al. 3 et 4 (nouveaux, les al. 3 et 4 anciens devenant les al. 5 et 6)

² Ce fonds est alimenté par :

d) tout autre ressource affectée par une loi.

³ Les ressources provenant des taxes mentionnées à l'alinéa 2, lettre a, sont affectés exclusivement au financement des mesures prévues à l'alinéa 1.

⁴ Les ressources provenant des autres sources mentionnées à l'alinéa 2, lettre b à d, peuvent être également être utilisées pour financer des mesures conjoncturelles et d'urgence destinées à soutenir les exploitations agricoles en cas de crises agricoles ou d'événements exceptionnels.

Rapport de François Erard

1. Contexte

Hors zone à bâtir, soit en zone agricole, les nouvelles constructions demeurent des exceptions, sauf s'agissant du développement interne, soit un agrandissement de 30% de la surface du bâti initial. Le droit fédéral (article 16 al. 3 de la LAT) permet toutefois, depuis septembre 2000, des constructions d'importance pour autant qu'elles soient implantées dans une partie de la zone agricole que le canton a désignée à cet effet moyennant une procédure de planification. Genève a ainsi décidé d'instaurer, dans le cadre de son schéma directeur cantonal, une planification dite positive au début des années 2000. Cela signifie que des périmètres du territoire sont définis et réservés pour la construction de serres et qu'en dehors de ces périmètres prédéfinis, leur construction n'est pas autorisée. Ces périmètres, qui sont nommés « zones agricoles spéciales », sont regroupés dans la plaine de l'Aire, dans la plaine de Veyrier-Troinex et, accessoirement, sur les territoires communaux de Bernex, Bardonnex et Plan-les-Ouates. Toute construction en zone agricole spéciale est obligatoirement liée à la réalisation d'un plan localisé agricole (PLA) qui est un plan d'affectation juridiquement contraignant. Ce PLA doit intégrer des composantes paysagères, environnementales et hydrologiques cohérentes.

Constatant qu'au sein des périmètres définis en tant que zones agricoles spéciales le foncier n'était pas totalement propriété de maraîchers projetant l'implantation de nouvelles serres, il est apparu nécessaire de se doter d'un outil de gestion foncière susceptible d'acquérir et de procéder au besoin à des échanges de parcelles. En outre, cet outil devait accompagner les maraîchers pour les aspects paysagers, environnementaux et hydrologiques obligatoirement liés à leurs projets de construction de serres.

C'est sur cette réflexion qu'une loi a été votée par le Grand Conseil (10229) en septembre 2008 ouvrant la porte à la création de la Fondation pour les zones agricoles spéciales (ci-après la FZAS), de droit public, qui a débuté ses activités en 2009 et s'est dotée d'un secrétariat à 50% dès 2011.

Du point de vue des ressources financières, la FZAS a bénéficié d'un apport initial de 2 millions prévu au titre de compensation à l'agriculture par suite des emprises liées aux travaux de renaturation de l'Aire (dans le cadre du crédit d'investissement voté le 16 mars 2006 par le Grand Conseil pour la réalisation de la 2^e étape de la renaturation de l'Aire). Ce montant a été attribué à la FZAS sous 2 formes en tant que fonds d'investissement :

- l'un monétaire de 1,55 million de francs (aujourd'hui entièrement versé) ;

- l'autre en apport de terrains d'une valeur de 450 000 francs. A ce jour, trois parcelles, représentant une valeur de 213 898 francs, ont été transférées par l'Etat à la FZAS. Ce faisant, le canton a donc encore une dette envers la FZAS de 236 102 francs.

Si les activités de la FZAS, en tant qu'acteur foncier, ont été limitées, elle a activement contribué à la mise en œuvre du volet environnemental du projet de développement régional 1 (PDR1) jusqu'en 2019. Dans le cadre de ce projet, une vingtaine d'hectares de serres de production maraîchères ont été construits, auxquelles ont été ajoutées des zones de compensations écologiques et de gestion naturelle des eaux de pluie sur une surface totale de 3,8 hectares. Durant cette période, la FZAS a notamment contribué à l'amélioration des chemins vicinaux de la plaine de l'Aire et au développement de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau d'arrosage dans la ZAS de Veyrier-Troinex.

Constatant qu'aucun nouveau projet d'importance en matière de constructions au sein des zones agricoles spéciales n'était planifié à partir de 2020, le Conseil d'Etat a annoncé vouloir dissoudre la FZAS. Cette volonté a suscité beaucoup de réactions dans les milieux agricoles, notamment par crainte du risque que la fortune de la FZAS soit utilisée à d'autres fins qu'agricoles. Par suite d'un processus de conciliation entre l'Etat et le monde agricole, la dissolution a finalement été acceptée. Ainsi, le PL de dissolution proposé au Grand Conseil doit prévoir de réaffecter à l'agriculture, via le fonds de compensation agricole de l'article 33 de la loi sur la promotion de l'agriculture, le solde financier issu du processus de liquidation de la FZAS ainsi que la somme correspondant à la valeur des 5 terrains non transférés à ce jour (article 2 alinéa 6 du PL 13681). Au total, un montant net de 1,15 million devrait être transféré à l'article 33 LPromAgr. Il est à relever que ce transfert n'aura pas d'incidence sur les comptes de l'Etat, car la subvention d'investissement octroyée à la FZAS de 1,55 million de francs a été totalement amortie et n'apparaît donc plus dans les comptes de l'Etat.

2. Travaux de la commission

La commission a abordé le PL 13681 lors de ses séances des 19 février et 12 mars 2026 et l'a voté, après amendements, lors de sa séance du 30 avril 2026.

La commission a été accompagnée dans ses travaux par M^{me} Christine Hilaire, secrétaire générale adjointe au DT, qui est ici remerciée de ses précieux apports.

Les procès-verbaux ont été rédigés par M. Jean Karim Asper que nous remercions de son excellent travail de retranscription des débats.

Séance du 19 février 2026

Le président, s'agissant de la Fondation pour les zones agricoles spéciales (FZAS), indique qu'il s'agit d'une fondation liée à un fonds, raison pour laquelle la commission doit en débattre.

Un député (LC) estime que la FZAS avait sa raison d'être à une époque donnée, mais qu'elle n'est aujourd'hui plus utile. Il se réfère à l'article 2 du projet relatif à la liquidation, qu'il cite : « ⁶ L'excédent d'actif net de la fondation est remis intégralement à l'Etat de Genève, lequel l'affecte en totalité, augmenté du solde de sa dette foncière vis-à-vis de la fondation, au fonds de compensation agricole institué par l'article 33 de la loi sur la promotion de l'agriculture [...] ». Il indique que ces montants ont toujours été destinés, en cas de dissolution, à être remis aux milieux agricoles par le biais de la fondation. Il précise toutefois qu'un reliquat d'environ 1,6 million de francs serait disponible et il estime qu'il convient de mener une réflexion sur les difficultés actuelles du monde agricole. Il mentionne qu'une motion de son parti propose la création d'un fonds à disposition de l'OCAN afin de faire face aux problématiques touchant l'agriculture, évitant ainsi de devoir recourir systématiquement à un projet de loi. Il relève que le secteur agricole est confronté à de nombreuses difficultés, notamment le prix du lait, la situation du bétail ou encore les problèmes rencontrés par la viticulture. Il propose ainsi de modifier l'article 2 comme suit : « ⁶ L'excédent d'actif net de la fondation est remis intégralement à l'Etat de Genève, lequel l'affecte en totalité, augmenté du solde de sa dette foncière vis-à-vis de la fondation, à l'office cantonal de l'agriculture et de la nature (OCAN) pour le soutien en urgence de crises ou événements exceptionnels auxquels est soumise l'agriculture genevoise ». Il précise qu'il conviendrait d'inscrire dans la loi la création d'un fonds permettant de justifier cette affectation. Il distingue cette proposition du fonds de compensation agricole existant, qui poursuit d'autres objectifs tels que les améliorations foncières ou la protection des sols. Le fonds envisagé aurait, selon lui, une vocation plus ciblée d'aide d'urgence en faveur de l'agriculture. Il suggère que la motion soit renvoyée en commission pour examen.

Le président demande s'il s'agit d'une motion ou d'un amendement, la commission devant de toute manière se prononcer sur la dissolution.

Le député (LC) indique qu'il s'agit d'un amendement.

Le président demande si quelqu'un s'oppose à attendre l'amendement annoncé par Le Centre.

Aucun membre ne s'y oppose.

Séance du 12 mars 2026

Le président indique qu'il y a une demande du département du territoire et du conseiller d'Etat d'être entendus par la commission et qu'ils viendront avec une proposition du département concernant l'examen des différents amendements.

La commission valide cette audition à l'unanimité.

Un député (PLR) demande si un avis d'AgriGenève a été sollicité afin de connaître sa position concernant la dissolution.

Une députée (PLR) indique qu'il conviendrait d'abord d'entendre les propositions d'amendements. Elle ajoute que, si celles-ci s'avèrent importantes, il sera alors possible de solliciter des avis complémentaires.

Séance du 30 avril 2026

Audition de M^{me} Valentina Hemmeler Maïga, directrice générale de l'OCAN, et de M. Jean-Marc Sermet, chef de service, OCAN

M. Sermet rappelle qu'en septembre 2000, à la suite d'une révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, des dispositions relatives à la production agricole indépendante du sol ont été introduites dans le droit fédéral. Il précise qu'il s'agit notamment des productions sous serre, mais également de certaines productions animales, comme la volaille. Il indique qu'à Genève, le canton a fait le choix d'une planification dite positive, consistant à délimiter, dans le plan directeur cantonal, des périmètres destinés à accueillir ces types de productions. Il précise que ces zones ont été appelées « zones agricoles spéciales ». Elles ont été définies dans des secteurs où se concentraient déjà l'essentiel des exploitations maraîchères genevoises, principalement dans la plaine de l'Aire, dans l'ancien marais de Veyrier-Troinex ainsi que dans la région de Bardonnex. Il indique que la surface totale de ces zones s'élève à 347 hectares. Il relève une particularité concernant le périmètre de Bardonnex : certains secteurs initialement inclus ont été exclus en raison de leurs caractéristiques patrimoniales ou naturelles, incompatibles avec la construction de certaines installations. Il explique que, préalablement à la définition de ces périmètres, un mandat avait été confié à un consortium de bureaux d'ingénieurs afin d'élaborer des images directrices pour ces zones. Il précise qu'il s'agit d'un outil comparable à ce qui existe en matière de plans

localisés de quartier (PLQ) en zone agricole. Il prend l'exemple de la région Veyrier-Troinex, où les serres existantes et le potentiel de développement ont été intégrés dans une planification cohérente. Il ajoute qu'un travail parallèle a été mené afin de définir les infrastructures nécessaires, notamment les dessertes agricoles pour l'accès aux serres, les réseaux d'évacuation des eaux, ainsi qu'une trame verte correspondant à des corridors biologiques accompagnant ces aménagements. Enfin, il indique que la mise en œuvre de ce dispositif a conduit à la création d'une fondation, la Fondation pour les zones agricoles spéciales (FZAS), chargée d'accompagner les opérations foncières nécessaires à la construction des serres. L'objectif était de permettre une réorganisation du foncier afin de faciliter des constructions de grande envergure, ainsi que la mise en place d'infrastructures collectives. S'agissant du financement, il précise qu'un montant de 2 millions de francs a été alloué à la fondation, prélevé sur la loi relative à la renaturation de l'Aire. Il explique que ce financement était conçu comme une compensation liée aux emprises de ce projet de renaturation sur les surfaces agricoles. Il précise que le montant de 2 millions de francs a été versé à la fondation en deux volets. Une première part, d'un montant de 1,55 million de francs, a été versée sous forme monétaire. Une seconde part a été apportée sous forme de terrains : dans le cadre de la renaturation de l'Aire, l'Etat a acquis des parcelles pour un montant de 213 898 francs, lesquelles ont ensuite été transférées en propriété à la Fondation pour les zones agricoles spéciales (FZAS). Il indique qu'en conséquence, l'Etat demeure débiteur envers la fondation d'un montant résiduel de 236 102 francs. Il explique qu'entre 2010 et 2019, la fondation a contribué à la réalisation d'environ 20 hectares de serres maraîchères, principalement dans les périmètres de la plaine de l'Aire et de Veyrier-Troinex. Ces projets ont été portés par cinq producteurs maraîchers. Il précise que ces réalisations s'inscrivaient dans le cadre du projet de développement régional n° 1, une mesure d'amélioration structurelle soutenue financièrement par la Confédération et le canton, visant à permettre aux exploitants agricoles de créer de la valeur ajoutée. Il relève qu'à cette occasion, des investissements importants ont été consentis dans le secteur maraîcher. Parallèlement, il indique que des aménagements écologiques ont été réalisés, notamment une trame verte et bleue représentant environ 3,8 hectares, soit près de 18% de la surface des serres construites. La fondation a également participé à la création de chemins de desserte nécessaires à l'exploitation des serres, ainsi qu'à la recherche de ressources en eau pour l'irrigation, notamment sur la commune de Veyrier. Il souligne qu'à partir de 2020, avec l'achèvement du projet de développement régional et la réalisation des infrastructures prévues, la fondation n'a plus été sollicitée pour de nouvelles missions significatives. Il indique que les opérations de réorganisation foncière ont rencontré des limites,

la fondation ne disposant pas de pouvoir d'expropriation et ne pouvant intervenir que sur une base volontaire, par négociation avec les propriétaires. Il précise que cette activité a progressivement cessé. Sur cette base, le Conseil d'Etat a considéré que les objectifs de la fondation étaient atteints et qu'il convenait d'envisager sa dissolution.

M^{me} Hemmeler Maïga indique que le projet de loi vise à organiser cette dissolution. Elle précise qu'il est notamment prévu de procéder à la vente des terrains encore détenus par la FZAS, correspondant à cinq parcelles pour une surface totale d'environ 4,5 hectares. Elle ajoute qu'il s'agit également de clôturer les comptes de la fondation, de la radier du registre du commerce et de reverser les liquidités résiduelles à l'Etat, tout en garantissant leur affectation à des objectifs agricoles. A cette fin, l'article 2 du projet de loi prévoit la nomination de deux liquidateurs. Elle souligne que les discussions avec le monde agricole ont permis de mettre en évidence l'importance de maintenir ces fonds au bénéfice du secteur agricole, dans la mesure où ils proviennent d'une compensation liée à des pertes de surfaces dans la plaine de l'Aire. Selon elle, cet engagement a permis de lever les dernières réticences à la dissolution de la fondation. Elle indique que le projet prévoit d'affecter le solde des actifs au fonds de compensation agricole institué par l'article 33 de la loi sur la promotion de l'agriculture (LPromAgr). Elle précise que cet article définit actuellement les types de projets pouvant être financés par ce fonds. Elle relève toutefois que, dans un contexte marqué par la multiplication de crises agricoles ces dernières années, la question s'est posée d'élargir l'utilisation de ce fonds afin de renforcer sa capacité d'intervention. Elle explique que, dans le projet de loi actuel, l'excédent d'actifs serait versé au fonds de compensation agricole, avec la possibilité de financer des projets d'infrastructures agricoles durables. Elle ajoute que la dissolution de la FZAS constitue également une opportunité de modifier l'art. 33 LPromAgr afin de permettre l'utilisation de ce fonds non seulement pour des compensations agricoles, mais également pour des mesures conjoncturelles ou extraordinaires. Elle présente ensuite un schéma et précise que l'article 33 est principalement alimenté par les taxes sur la plus-value foncière. Elle indique que ces ressources doivent être affectées aux mesures prévues à l'alinéa 1, lettres a à d, à savoir les projets d'amélioration foncière, les soutiens découlant de la loi sur la promotion de la biodiversité, les mesures de protection des sols ainsi que la vulgarisation agricole. Elle précise que ces éléments ont fait l'objet de discussions avec l'Office fédéral du développement territorial (ARE). Elle précise qu'à ce jour, le fonds est déjà alimenté par différentes sources, notamment les compensations financières liées à la perte de surfaces agricoles utiles (SAU). Elle indique que, par exemple, lorsqu'une commune ou un

service de l'Etat empiète sur des surfaces agricoles, notamment dans le cadre d'un projet de renaturation, cette perte est compensée financièrement, à hauteur de 8 francs/m² en cas de perte définitive et de 3 francs/m² en cas de perte temporaire. Elle précise que l'objectif est désormais d'intégrer également les actifs issus de la dissolution de la FZAS afin de financer d'autres types d'activités.

Présentation des amendements proposés par Le Centre

M. Erard (LC), dépositaire des amendements, présente un premier amendement relatif au projet de loi de dissolution, portant sur l'article 2, alinéa 7. Il relève que la teneur actuelle prévoit que les montants puissent être réattribués au soutien de projets d'infrastructures agricoles durables, tels que les réseaux d'irrigation ou les énergies renouvelables, ou à une organisation agricole œuvrant dans ce domaine. Il propose de modifier cette disposition comme suit : « [c]es montants sont réattribués au financement de mesures conjoncturelles et d'urgence destinées à soutenir l'agriculture genevoise conformément à l'article 33 de la loi sur la promotion de l'agriculture ». Il explique que cette formulation permet de mieux préciser l'affectation du fonds, conformément aux orientations évoquées par l'OCAN. Il présente ensuite une modification de la loi sur la promotion de l'agriculture (LPromAgr), à l'article 33, alinéa 2, avec l'ajout d'une lettre d (nouvelle) : « toute autre ressource affectée par une loi ». Il rappelle que cet alinéa définit les sources de financement du fonds, notamment les taxes sur les plus-values foncières issues de la législation fédérale sur l'aménagement du territoire et reprises dans le droit genevois. Il mentionne également les compensations financières prévues à l'article 22, en cas de perte de surfaces agricoles, pouvant atteindre 15 francs/m². Il précise que cette nouvelle lettre vise notamment les ressources issues de la dissolution de la FZAS, constituant ainsi une source distincte de celles prévues aux lettres a à c. Il indique ensuite l'ajout de trois nouveaux alinéas. Il lit l'alinéa 3, selon lequel « Les ressources provenant des taxes mentionnées à l'alinéa 2, lettre a, sont affectées exclusivement au financement des mesures prévues à l'alinéa 1 ». Il précise que cette exigence découle des positions de l'ARE, qui a rappelé que ces ressources doivent être strictement affectées à des mesures en lien avec le sol, ce qui limite leur utilisation. Il mentionne ensuite l'alinéa 4, qui prévoit que « Les ressources provenant des autres sources mentionnées à l'alinéa 2, lettres b à d, peuvent également être utilisées pour financer des mesures conjoncturelles et d'urgence destinées à soutenir les exploitations agricoles en cas de crises agricoles ou d'événements exceptionnels ». Il souligne que cette disposition introduit davantage de souplesse et permet de distinguer clairement les différentes sources de

financement. Il indique que l'objectif de cet amendement est d'élargir les possibilités d'utilisation du fonds de compensation agricole, notamment pour faire face à des situations de crise. Il ajoute que la modification de la LPromAgr vise à permettre une réaction plus rapide face à la multiplication des crises et des événements imprévisibles, évitant ainsi de devoir solliciter systématiquement le Grand Conseil pour des crédits extraordinaires. Il cite notamment l'exemple de la dermatose nodulaire contagieuse, qui a fortement impacté les éleveurs genevois.

Un député (PLR) s'interroge sur les risques liés à une définition aussi large des possibilités d'utilisation du fonds. Il craint que cela n'ouvre la voie à une multiplication des demandes dépassant les capacités financières disponibles et il demande quels mécanismes de contrôle sont prévus.

M. Erard répond que l'OCAN n'agira pas de manière isolée. Il indique que des échanges étroits existent avec la faîtière agricole genevoise, AgriGenève, et que les mesures seraient activées uniquement pour des problématiques clairement identifiées et reconnues. Il précise qu'une analyse serait effectuée afin de déterminer l'opportunité d'une intervention, sa faisabilité juridique et les mesures à mettre en œuvre. Il souligne également que ce fonds ne remplacera pas les interventions du Grand Conseil, mais permettra de répondre à certaines situations ponctuelles sans épuiser les ressources disponibles.

M^{me} Hemmeler Maïga ajoute que ce mécanisme vise des situations de crise exceptionnelles. Elle rappelle que certaines crises peuvent être couvertes par des assurances, encouragées par des soutiens cantonaux et, depuis peu, fédéraux, notamment pour des risques tels que la grêle ou le gel. Elle mentionne qu'un accord a été trouvé avec le Grand Conseil afin d'éviter de devoir solliciter chaque année des crédits supplémentaires. Elle évoque l'exemple de la dermatose nodulaire contagieuse, pour lequel le canton n'a pas débloqué de fonds, dans l'attente d'une intervention de la Confédération, celle-ci étant à l'origine de certaines décisions, notamment l'interdiction du « package ». Elle précise toutefois que, si aucune solution n'est apportée au niveau fédéral, le canton n'entend pas laisser les éleveurs sans soutien. Elle relève que, dans le cas de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), les éleveurs ont agi de manière exemplaire. Elle indique que, l'année précédente, ils ont été confrontés à une situation particulièrement anxiogène, certains se trouvant déjà dans les alpages français alors que des cas apparaissaient dans les régions concernées, ce qui a conduit à des abattages précoces de troupeaux. Elle précise que l'ensemble des bêtes a été vacciné et que les éleveurs sont revenus avec des troupeaux indemnes. Elle ajoute que cet événement a engendré une surcharge de travail importante, les éleveurs devant maintenir leurs animaux sur le territoire genevois. Selon elle, il s'agit d'une situation

pouvant être qualifiée de crise exceptionnelle, sur laquelle les agriculteurs n'avaient aucune prise. Elle indique que la question d'une éventuelle activation des moyens de soutien fait l'objet de discussions avec la branche agricole ainsi qu'avec le conseiller d'Etat chargé du département.

Le député (PLR) relève que la population évolue dans un contexte marqué par des crises multiples et durables. Il estime que le département a raison d'insister sur le caractère subsidiaire du dispositif, tant par rapport aux interventions fédérales que par rapport au recours aux assurances. Il s'interroge toutefois sur la position à adopter face à d'autres secteurs d'activité également touchés par des crises, et il demande comment justifier que ce fonds soit réservé au seul secteur agricole.

M. Erard répond que ces ressources « ne tombent pas du ciel », mais résultent de mesures de compensation spécifiques liées à la renaturation de l'Aire. Il précise que ces montants ont été versés en faveur du secteur agricole, en particulier des maraîchers, afin de compenser les impacts de ce projet sur les surfaces agricoles.

M^{me} Hemmeler Maïga ajoute que d'autres secteurs disposent de mécanismes de soutien spécifiques, comme les réductions de l'horaire de travail (RHT) dans le domaine industriel, ce qui n'est pas applicable au secteur agricole. Elle précise que des discussions ont eu lieu avec les services compétents, notamment en lien avec les épisodes de gel, mais que certains dispositifs ne peuvent pas être transposés au monde agricole.

Un député (PLR) indique avoir compris que, dans le cadre d'une expropriation, le propriétaire percevrait 8 francs/m².

M. Erard corrige en précisant que ce montant correspond en réalité à la contribution versée par l'Etat au fonds de compensation agricole.

M^{me} Hemmeler Maïga confirme qu'il s'agit d'un mécanisme de compensation entre collectivités publiques. Elle donne l'exemple d'un service de l'Etat qui empiéterait sur des surfaces agricoles : dans ce cas, une contribution de 8 francs/m² (ou 3 francs/m² en cas de perte partielle) est versée au fonds. Elle distingue cette situation de celle d'une expropriation, où le prix est négocié directement avec le propriétaire.

Le député (PLR) indique toutefois que, selon ses connaissances, le prix d'expropriation serait également de 8 francs/m².

M. Erard précise que ce montant peut être multiplié par 3, dans certaines limites.

Le député (PLR) relève que des montants allant jusqu'à 15 francs/m² ont été évoqués et il demande des précisions.

M. Erard explique que ce plafond correspond au prix licite maximal fixé par la loi sur le droit foncier rural. Il précise que le droit fédéral prévoit que le prix d'expropriation peut atteindre jusqu'à trois fois ce prix licite. Il indique que les valeurs de référence sont de 8 francs/m² pour les terres agricoles, 12 francs/m² pour les surfaces maraîchères et 15 francs/m² pour les surfaces viticoles.

M^{me} Hemmeler Maïga précise que ce prix licite maximal ne constitue pas une contrainte absolue dans le cadre des négociations et que le prix final dépend des discussions entre les parties.

Le député (PLR) demande quelle est la fourchette de prix généralement pratiquée.

M^{me} Hemmeler Maïga indique ne pas être en mesure de répondre précisément, tout en soulignant que les procédures d'expropriation restent rares à Genève, des solutions consensuelles étant le plus souvent trouvées.

M. Sermet précise que la taxe vise à compenser la perte de substance agricole. Il indique que les montants ainsi perçus alimentent le fonds de compensation, lequel permet de financer des projets destinés à compenser, en partie, ces pertes.

Un député (S) s'interroge sur l'utilisation du reliquat financier initialement destiné à compenser les pertes agricoles liées à la renaturation de l'Aire. Il demande pourquoi ces fonds n'ont pas été pleinement utilisés durant la durée de vie de la fondation.

M^{me} Hemmeler Maïga explique que, dans le cadre de la renaturation de l'Aire, des surfaces agricoles ont été mobilisées afin de permettre l'élargissement du cours d'eau. Une compensation de 2 millions de francs avait été prévue à cet effet. Elle indique que plusieurs facteurs ont toutefois limité l'utilisation complète de ces fonds. Elle mentionne en premier lieu les difficultés liées au foncier : certains propriétaires, notamment dans la plaine de l'Aire et dans le contexte du déclassement des Cherpines, n'étaient pas disposés à vendre leurs terrains aux conditions proposées, espérant une valorisation future. Elle évoque ensuite les contraintes liées au droit foncier rural, qui encadre strictement les transactions. Elle précise que, si environ 20 hectares de serres ont été réalisés, cela l'a été principalement grâce au projet de développement régional et à la dynamique propre au secteur maraîcher. Elle souligne que les exploitants ayant investi dans ces infrastructures ont engagé une part importante de fonds propres, ce qui limite aujourd'hui leur capacité à réinvestir.

M. Sermet précise que la part de financement public s'élevait à environ 45 à 50%, le solde étant assuré par les exploitants.

M. Erard remercie enfin le département pour le travail accompli, en particulier pour avoir rendu l'amendement juridiquement compatible.

Discussion interne

Une députée (Ve) relève qu'une erreur de date figure dans la proposition d'amendement.

Un député (S) indique que, pour le groupe socialiste, tant l'amendement que le projet de loi se justifient pleinement au regard de la présentation du département. Il souligne que le fonds concerné constitue un reliquat qui n'a pas été utilisé et qu'il est logique qu'il soit réaffecté au secteur agricole, conformément aux attentes exprimées par les milieux concernés. Il relève également la cohérence de cette démarche dans un contexte marqué par des crises répétées, à savoir gel, inondations, sécheresse, et il estime que ce fonds permettra de soutenir concrètement le monde agricole. Il ajoute que la souplesse introduite par le projet de loi offrira au département et aux agriculteurs les moyens d'utiliser ce fonds de manière appropriée.

Une députée (PLR) indique que le groupe PLR soutient également le projet de loi ainsi que l'amendement proposé. Il souligne toutefois l'importance de veiller à ce que les moyens engagés se limitent strictement aux montants disponibles, sans solliciter de ressources supplémentaires.

Un député (MCG) indique que le groupe MCG soutient également le projet. Il précise toutefois que, si des besoins financiers supplémentaires devaient apparaître, son groupe resterait attentif aux demandes du monde agricole.

M. Erard indique que, pour Le Centre, il était temps de procéder à la dissolution de la fondation. Il rappelle que des réflexions ont été menées durant une dizaine d'années afin de lui attribuer de nouvelles missions, en collaboration avec le département et les milieux agricoles, avant d'aboutir en 2020 à la conclusion qu'elle n'avait plus de raison d'être. Il se déclare ainsi favorable au projet de loi de dissolution.

Le président indique que le groupe UDC soutient également le projet de loi et l'amendement. Il précise que son groupe est prêt à examiner favorablement d'éventuelles demandes d'aide supplémentaires en faveur de l'agriculture. Il rappelle que le secteur agricole évolue dans un environnement économique marqué par une forte concurrence, souvent au détriment des producteurs locaux, et il souligne que la prospérité de l'économie genevoise repose en partie sur les sacrifices consentis par ce secteur, qui ne peut, contrairement à d'autres, se délocaliser.

Votes

1^{er} débat

Le président met aux voix l'entrée en matière du PL 13681 :

L'entrée en matière est acceptée à l'unanimité.

2^e débat

Le président procède au vote du 2^e débat :

Art. 1 pas d'opposition, adopté

Art. 2, al. 1 à 6 pas d'opposition, adoptés

M. Erard propose un amendement à l'art. 2, al. 7.

Le président met aux voix l'amendement de M. Erard à **l'art. 2 al. 7 (nouvelle teneur)** :

« Ces montants sont réattribués au financement de mesures conjoncturelles et d'urgence destinées à soutenir l'agriculture genevoise conformément à l'article 33 de la loi sur la promotion de l'agriculture. »

L'amendement est accepté à l'unanimité.

Art. 3 à 6 pas d'opposition, adoptés.

M. Erard propose un amendement à l'art. 7.

Le président met aux voix l'amendement de M. Erard à **l'art. 7, al. 2 (nouveau)** :

² *La loi sur la promotion de l'agriculture, du 21 octobre 20024 (LPromAgr – M 2 05), est modifiée comme suit :*

Art. 33, al. 2, lettre d (nouvelle), al. 3 et 4 (nouveaux, les al. 3 et 4 anciens devenant les al. 5 et 6)

² *Ce fonds est alimenté par :*

d) tout autre ressource affectée par une loi.

³ *Les ressources provenant des taxes mentionnées à l'alinéa 2, lettre a, sont affectés exclusivement au financement des mesures prévues à l'alinéa 1.*

⁴ Les ressources provenant des autres sources mentionnées à l'alinéa 2, lettre b à d, peuvent être également être utilisées pour financer des mesures conjoncturelles et d'urgence destinées à soutenir les exploitations agricoles en cas de crises agricoles ou d'évènements exceptionnels.

L'amendement est accepté à l'unanimité.

3^e débat

Le président met aux voix l'ensemble du PL 13681 ainsi amendé :

Oui : 15 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 1 LC, 2 MCG, 4 PLR, 2 UDC)

Non : —

Abstentions : —

Le PL 13681, tel qu'amendé, est accepté à l'unanimité.

Catégorie de débat préavisée : IV